

**Communiqué de presse**  
Berne, le 18 juin 2026

## **Non à l'initiative sur l'alimentation: nous n'avons pas besoin d'un État-nounou**

**L'initiative sur l'alimentation restreint la liberté de choix des consommateurs, impose une charge administrative supplémentaire aux PME et met en péril la production agricole dans les régions de montagne du Tessin. L'Union suisse des arts et métiers usam rejette donc clairement cette initiative, car elle mise sur l'intervention de l'État plutôt que sur la responsabilité individuelle.**

«Chacun doit pouvoir décider lui-même de son alimentation», déclare Fabio Regazzi, conseiller aux États tessinois et président de l'Union suisse des arts et métiers usam. Ceux qui souhaitent adopter une alimentation végétarienne ou végane doivent pouvoir le faire. Ceux qui consomment des produits d'origine animale doivent conserver la même liberté. Or, l'initiative mise sur des prescriptions étatiques plutôt que sur la responsabilité individuelle.

«Nous n'avons pas besoin d'un État-nounou qui nous dicte notre alimentation, comme si nous étions de jeunes enfants incapables de décider seuls du contenu de notre assiette», poursuit-il. D'autant plus que, si l'initiative était acceptée, les PME feraient face à une augmentation de la bureaucratie et à une ingérence encore plus grande de l'État. «Pour les PME, cette initiative entraînerait des prescriptions supplémentaires, davantage de contrôles et une charge administrative accrue. Les entreprises du secteur agroalimentaire et des arts et métiers, y compris la restauration, seraient particulièrement touchées.»

### **Des conséquences négatives sur les régions de montagne et les régions périphériques**

Fabio Regazzi se montre particulièrement critique quant aux conséquences de l'initiative sur les régions de montagne et les régions périphériques. Au Tessin notamment, mais aussi dans de nombreuses autres régions alpines, une grande partie des surfaces agricoles utiles ne se prête pas aux cultures. Leur exploitation la plus durable repose sur l'élevage de bovins, de moutons ou de chèvres. Un affaiblissement du secteur de l'élevage pénaliserait donc tout particulièrement les régions de montagne et les régions périphériques.

### **La sécurité de l'approvisionnement passe par la diversité de la production**

Fabio Regazzi souligne en outre l'importance de la sécurité d'approvisionnement. L'initiative risque, à ses yeux, de restreindre les possibilités de production en Suisse sans pour autant réduire la demande de denrées alimentaires. Cela entraînerait inévitablement une augmentation des importations – souvent en provenance de pays appliquant des normes nettement moins exigeantes en matière d'environnement, de bien-être animal et de conditions sociales.

Les agriculteurs suisses produisent aujourd'hui déjà selon des normes élevées et comptent parmi les pionniers au niveau international en matière de qualité, de bien-être animal et de respect de l'environnement. Les progrès futurs devraient être réalisés grâce à l'innovation, aux avancées technologiques et aux incitations fondées sur l'économie de marché – et non par l'introduction de prescriptions et d'interdictions supplémentaires.

Pour l'usam, l'initiative sur l'alimentation entraîne davantage de réglementation, plus de bureaucratie et moins de liberté de choix. Elle alourdit les charges pesant sur les PME et affaiblit la sécurité d'approvisionnement. L'organisation faïtière recommande donc de voter «NON» à l'initiative.

### **Renseignements complémentaires**

**Fabio Regazzi**, président, portable 079 253 12 74

**Urs Furrer**, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.